



## Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition écologique et solidaire, biodiversité, énergie, agroécologie et alimentation

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Alenka DOULAIN, Lionel LOPEZ, Marie MASSART, Julien MIRO, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY

## **Transition écologique et solidaire, biodiversité, énergie, agroécologie et alimentation - Appel à Manifestation d'Intérêt - Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée - Déploiement de Guichets Uniques de la rénovation énergétique - Candidature**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Loi sur la Transition Energétique pour la Croissance Verte (TEPCV) du 17 août 2015 définit le Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH) avec le rôle suivant :

- Accompagner les consommateurs souhaitant diminuer leur consommation d'énergie ;
- Assister les propriétaires et les locataires dans la réalisation des travaux d'amélioration énergétique de leur logement.

Le SPPEH s'appuie notamment sur un réseau de Plateforme Territoriale de Rénovation Energétique (PTRE).

L'article L.232-2 du Code de l'énergie précise les missions et le fonctionnement des PTRE :

- La mission d'une PTRE est d'accueillir, d'informer et de conseiller le consommateur dans l'élaboration de son projet de rénovation d'un point de vue technique, financier et réglementaire ;
- Les conseils fournis sont personnalisés, gratuits et indépendants ;
- Les PTRE peuvent favoriser la mobilisation des professionnels et du secteur bancaire, animer un réseau de professionnels et d'acteurs locaux et mettre en place des actions facilitant la montée en compétences des professionnels ;
- Les PTRE recommandent à tout maître d'ouvrage de recourir au conseil architectural délivré par les Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE).

Le Plan Climat 2013-2018 de Montpellier Méditerranée Métropole avait identifié lors de sa mise en œuvre l'enjeu phare de la rénovation thermique du résidentiel. Par délibération n°14681 en date du 28 juin 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a par conséquent souhaité mettre en place sur son territoire une PTRE de l'habitat privé nommée Rénov'Energie. Le dispositif bénéficie du soutien de l'ADEME (Agence de la Transition Ecologique) pour une durée de 3 ans (2018-2021). L'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) a été positionnée comme l'opérateur principal du dispositif auprès des particuliers et des copropriétés.

L'accompagnement Rénov'Energie complète le conseil de premier niveau (Espace Info Energie) porté par l'ALEC depuis plusieurs années et financé en grande partie par l'ADEME et par des fonds européens.

En septembre 2020, après deux années et demi de fonctionnement, le dispositif a permis d'accompagner 695 logements, dont 536 en copropriété (8 résidences) et 159 dans l'habitat individuel. Le nombre de demandes est croissant. Parmi les ménages accompagnés 433 ont réalisé des travaux de rénovation énergétique touchant *a minima* 2 postes de travaux. L'ensemble des travaux accompagnés à ce jour devrait permettre d'économiser 2,3 GWh/an, soit 463 tonnes d'émissions de CO2 évitées.

L'enjeu de la rénovation énergétique du parc de logements privés a été renouvelé dans le diagnostic du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) en cours d'élaboration. Ce sujet touche en effet à des problématiques environnementales (secteur résidentiel parmi les principaux émetteurs de gaz à effet de serre), sociales (précarité énergétique évaluée à 18% des ménages sur la Métropole), et économiques (création d'emplois en majorité non délocalisables). Il paraît donc capital de renforcer ces premières actions.

Or, suite aux évolutions de contexte au plan national les financements ADEME qui soutenaient jusqu'à présent les missions de conseil au grand public (Espace Info Energie et PTRE) s'achèveront à la fin des conventions existantes.

Un programme financé par les Certificats d'Economie d'Energie « Service d'Accompagnement à la Rénovation Energétique » (SARE), porté par l'ADEME, prendra le relai de ces financements, les Régions étant définies comme « porteurs uniques associés » de ces financements.

Dans le même temps, la Région Occitanie a créé par délibération du 14 novembre 2019 son propre SPPEH, nommé SPIRE (Service Public Intégré de la Rénovation Energétique). Son déploiement a été confié à l'Agence Régionale de l'Energie et du Climat (AREC) par délégation de service public.

Le 17 juillet 2020 la Région a ainsi publié un Appel à Manifestation d'Intérêt qui vient proposer la mise en place d'un réseau de guichets uniques sur le territoire ainsi que la déclinaison des nouvelles modalités de financement, en lien avec le déploiement du SPIRE.

Aussi, compte tenu de l'enjeu de massification de la rénovation énergétique sur le territoire métropolitain, il est proposé d'inscrire la Métropole dans ce nouveau cadre, permettant d'assurer la continuité des dispositifs existants en accord avec les objectifs du PCAET en cours d'élaboration.

A ce jour un premier dossier a été déposé avant la date limite du 9 octobre 2020 définie dans l'AMI, qui laisse toutefois la possibilité de compléter cette première candidature dans les mois qui viennent.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'émettre un avis favorable à la candidature de la Métropole à l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Déploiement de Guichets Uniques de la rénovation énergétique » de la Région Occitanie ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Jean-François AUDRIN, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-144380-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.